

1847 :
reddition d'Abd
el-Kader

22-24 février
1848 :
insurrection
républicaine

maréchal Bugeaud bat les troupes marocaines sur l'oued Isly et le 23 décembre 1847, la reddition d'Abd el-Kader met fin à la résistance.

Les républicains organisent une campagne de banquets à partir du 9 juillet 1847 pour dire leur lassitude de Louis-Philippe I^{er}. L'interdiction de l'un de ces banquets déclenche une manifestation le 22 février 1848. Le roi révoque son président du Conseil, François Guizot, et tout semble rentrer dans l'ordre quand, le soir du 23 juillet, la troupe tire sur le boulevard des Capucines. Adolphe Thiers, nouveau président du Conseil, suggère à Louis-Philippe d'évacuer la capitale et d'y revenir en force avec son armée. Le vieux roi, horrifié, préfère abdiquer et laisser la place à une II^e République.

VIII

La France épanouie (de 1848 à 1914)

En deux décennies, sous la II^e République et surtout le second Empire, la France entre de plain-pied dans l'ère industrielle. Elle se modernise plus vite qu'en aucune autre période de son Histoire. De grands centres métallurgiques se créent de toutes pièces (Le Creusot). Le réseau de voies ferrées passe de 3 000 à 20 000 kilomètres. L'empereur prend lui-même en main la politique économique et sociale du gouvernement et participe dès 1852 à la création d'un système bancaire moderne.

Le monde occidental atteint au milieu du XIX^e siècle un équilibre qu'il ne retrouvera plus de sitôt, à peine altéré par quelques conflits mineurs. Explorateurs, missionnaires, marchands et soldats unifient le monde entier à l'image de l'Europe. Des nuages apparaissent dans les années 1870 : montée des nationalismes, grande dépression économique... mais ils n'altèrent pas l'optimisme des Européens, en particulier des Français, et leur foi dans le progrès, la science et la supériorité de leur civilisation.

Avec la II^e République surgit la question ouvrière. Le gouvernement provisoire proclame le droit au travail et ouvre le 27 février 1848 des Ateliers nationaux pour les chômeurs. Le 2 mars 1848, un décret réduit d'une heure la journée de travail. Sa durée tombe à... dix heures à Paris et onze en province. Les 23 et 24 avril 1848, à l'occasion des élections à l'Assemblée constituante, les Français votent pour la première fois au suffrage universel (masculin). Il s'ensuit une majorité conservatrice, les paysans ayant massivement voté pour les notables locaux. Cette modération apaise les

27 février
1848 : création
des Ateliers
nationaux

23-24 avril
1848 :
premières
élections au
suffrage
universel

27 avril 1848 :
abolition de
l'esclavage

23 juin 1848 :
émeutes
ouvrières

**10 décembre
1848 :** élection
de Louis-
Napoléon
Bonaparte,
premier
président de
la République
française

1849 : les
Français
restaurent le
pape à Rome

1850 : loi
Falloux sur
l'enseignement

1851 : coup
d'État de Louis-
Napoléon

réticences de la bourgeoisie à l'égard du suffrage universel. Le 27 avril 1848, la France abolit l'esclavage dans ses colonies (quinze ans après l'Angleterre).

La Commission exécutive nommée par l'Assemblée impose la fermeture des Ateliers nationaux, ce qui provoque le 23 juin 1848 des émeutes de la faim. Les élus ne craignent pas de faire donner la troupe. En trois jours, on recense 4 000 morts parmi les insurgés et 1 600 parmi les forces de l'ordre. Le 28 juin 1848, le général Cavaignac, auteur de la répression, devient président du Conseil. La République est discréditée. Le 9 septembre 1848, une loi rehausse à douze heures la durée quotidienne de travail. Un homme au nom illustre a compris la nouvelle donne sociale : Louis-Napoléon Bonaparte (40 ans), le neveu de l'ex-empereur des Français. Aventurier et conspirateur (lui-même se dit socialiste), il se porte candidat aux élections présidentielles du 10 décembre 1848 et se fait élire haut la main.

Le 3 juillet 1849, un corps expéditionnaire français entre à Rome à l'appel du pape et en chasse les Républicains qui y avaient pris le pouvoir. Le 15 mars 1850, à l'initiative du comte de Falloux, est votée une loi qui instaure la liberté de l'enseignement, autrement dit permet à toute congrégation religieuse d'ouvrir un établissement. Elle va aviver inopportunistement l'anticléricalisme.

Installé à l'Élysée, Louis-Napoléon cultive sa popularité en se démarquant de la majorité conservatrice de l'Assemblée. Élu pour quatre ans, il souhaiterait se représenter mais la Constitution le lui interdit et les députés refusent de la modifier. Louis-Napoléon ne voit plus qu'une solution : le coup d'État. C'est chose faite le 2 décembre 1851, jour anniversaire du sacre de Napoléon I^{er} et de la bataille d'Austerlitz, au prix de 400 morts et 26 000 arrestations. Le 21 décembre 1850, un plébiscite approuve le changement de régime. Celui-ci devient effectif le 14 janvier 1852 avec une Constitution rédi-

gée à la hâte qui donne au *Prince-Président* des pouvoirs quasi dictatoriaux pour dix ans. C'est la fin de la II^e République. Le 2 décembre 1852, avec l'aval du suffrage universel, Louis-Napoléon Bonaparte est proclamé Empereur des Français sous le nom de Napoléon III (le deuxième du nom est supposé être le fils de Napoléon I^{er}, mort en pleine jeunesse à Vienne).

Muni de tous les pouvoirs, Napoléon III s'engage dans une politique de prestige tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Le 24 septembre 1853, le contre-amiral Febvrier-Despointes prend en son nom possession de la Nouvelle-Calédonie. Le 16 décembre 1854, le colonel Louis Faidherbe est nommé gouverneur du Sénégal. Il conquiert la vallée du fleuve pour protéger le comptoir de Saint-Louis-du-Sénégal. Un peu plus tard, le 18 février 1859, une flotte française prend possession de Saïgon, au Viêt Nam. Premier pas vers la constitution d'un deuxième empire colonial après celui qui avait été perdu au traité de Paris (1763).

Entre-temps, le 27 mars 1854, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à la Russie sur un prétexte ridicule. C'est le début de la guerre de Crimée, inutile et meurtrière. Pour la première fois après sept siècles de conflits, Anglais et Français combattent côte à côte ! Le 26 septembre 1854, débute le long siège de Sébastopol. Le 8 septembre 1855, le général de Mac-Mahon s'empare enfin avec ses zouaves de la tour Malakoff qui surplombe la citadelle. Le 30 mars 1856, le traité de Paris consacre la défaite de la Russie. Napoléon III savoure son triomphe, d'autant qu'est né deux semaines plus tôt son fils et héritier, le prince Eugène (« *Loulou* »).

Le 14 janvier 1858, Orsini commet un attentat contre Napoléon III devant l'Opéra, rue Le Peletier, à Paris. L'empereur en profite pour faire passer le 19 février 1858 une loi de sûreté générale et pourchasser les républicains. Il décide aussi de reconstruire l'Opéra en un lieu plus sûr. Quant au terroriste, condamné à mort,

1852 : Louis-
Napoléon
devient
Napoléon III

1853 :
occupation de
la Nouvelle-
Calédonie

1859 :
occupation de
Saïgon

1854 : guerre
de Crimée

1855 : prise de
Malakoff

1856 : traité de
Paris et fin de
la guerre de
Crimée

1858 : attentat
d'Orsini ;
entrevue de
Plombières

- il supplie l'empereur d'apporter son appui à la cause italienne. Ses lettres sont publiées. Napoléon III, bouleversé, entame des pourparlers secrets à Plombières, les 20 et 21 juillet 1858, avec le comte Cavour, Premier ministre du roi de Piémont-Sardaigne, en vue d'une alliance destinée à chasser l'Autriche de la péninsule et unifier celle-ci.
- L'empereur veut corriger la carte de l'Europe et promouvoir le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Il apporte son soutien aux Italiens et, le 3 mai 1859, déclare la guerre à l'Autriche qui occupe le nord de la péninsule. Après les mêlées sanglantes et désordonnées de Magenta (4 juin 1859) et Solferino (24 juin 1859), choqué, il signe les préliminaires de paix à Villafranca, le 12 juillet 1859. Par le traité de Turin du 24 mars 1860, il reçoit Nice et la Savoie en récompense de son action. Ces territoires ne sont annexés qu'après que leurs habitants se sont prononcés par plébiscite. C'est une première mondiale.
- Au tournant de la décennie, la France du second Empire baigne dans la prospérité. Le traité de libre-échange du 23 janvier 1860 scelle le rapprochement franco-britannique, au grand dam des industriels français qui regrettent les protections douanières. Soldats français et anglais se retrouvent le 13 octobre 1860 à Pékin pour exiger des Chinois de nouveaux abandons de souveraineté. Cette « *diplomatie de la canonnière* » suscite de profonds ressentiments dans l'Empire du Milieu. Le 24 novembre 1860, fort de ses succès, Napoléon III introduit un zeste de démocratie en concédant le droit d'adresse au Corps législatif.
- Le 5 juin 1862, la France reçoit la Cochinchine de l'empereur du Viêt Nam et le 11 août 1863, elle établit son protectorat sur le Cambodge. Le 25 mai 1864 est adoptée à l'initiative d'Émile Ollivier une loi autorisant la coalition des ouvriers et la grève dans le respect de la liberté du travail (sans que les syndicats soient licites). Le 23 décembre 1865 naît l'*Union latine*
- 1859 : batailles de Magenta et Solferino**
- 1860 : traité de Turin**
- 1860 : traité de libre-échange franco-britannique**
- 1864 : loi sur le droit de grève**
- 1865 : Union latine monétaire**

monétaire qui réunit notamment la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie.

Là-dessus surviennent les premiers signes d'orage. Napoléon III est pris de court par l'irruption de la Prusse sur la scène européenne et sa victoire sur l'Autriche à Sadowa (1866), lourde de menaces. Le 19 juin 1867, l'éphémère empereur du Mexique Ferdinand-Maximilien de Habsbourg est fusillé à Queretaro. Napoléon III l'avait entraîné en 1862 dans son malheureux projet de transformer le Mexique en empire latin et catholique, pour faire pendant aux États-Unis. Le 3 novembre 1867, au grand mécontentement des Italiens, un contingent français repousse à Mentana des volontaires garibaldiens qui voulaient enlever Rome au pape et la réunir au royaume d'Italie.

Le 17 novembre 1869, la France, par la grâce de Ferdinand de Lesseps, s'honore d'inaugurer le canal de Suez et le 8 mai 1870, un plébiscite approuve massivement la nouvelle orientation libérale du régime. Le second Empire semble paré pour durer... Mais le 13 juillet 1870, par l'habile caviardage d'une dépêche diplomatique, le chancelier prussien Bismarck dresse l'opinion française et les opinions allemandes l'une contre l'autre. Le 19 juillet 1870, Napoléon III cède à la pression et déclare la guerre à la Prusse, qui réunit aussitôt autour d'elle tous les États allemands. L'armée française, mal préparée, est écrasée en six semaines. L'empereur, vieilli et malade, est capturé à Sedan, le 2 septembre 1870. Deux jours plus tard, à l'annonce de cette nouvelle, les Parisiens proclament la III^e République.

Le 8 octobre 1870, Léon Gambetta quitte Paris en ballon pour échapper au siège de l'armée prussienne et relancer la lutte contre l'envahisseur. La reddition du général Bazaine à Metz va ruiner ses efforts. Le 28 janvier 1871, le gouvernement provisoire de la France signe un armistice avec le roi de Prusse. Celui-ci a été proclamé empereur d'Allemagne une semaine plus tôt, dans la galerie des Glaces de Versailles.

1862-1867 : guerre du Mexique

1867 : bataille de Mentana

1869 : inauguration du canal de Suez

1870-1871 : guerre franco-prussienne

2-4 septembre 1870 : défaite de Sedan ; proclamation de la III^e République

**18 mars-
28 mai 1871 :
insurrection de
la Commune**

**10 mai 1871 :
traité de
Francfort**

**1873 :
démission de
Thiers**

**1875 :
amendement
Wallon sur la
République**

**1877 : affaire
du « 16 Mai »**

**1880 : Jules
Ferry fonde
l'enseignement
laïc**

Humiliés par leur défaite face aux Prussiens, des Parisiens fomentent le 18 mars 1871 une émeute sur la butte Montmartre. Adolphe Thiers, chef du gouvernement provisoire, évacue aussitôt les corps constitués à Versailles. Dans la capitale livrée à elle-même se forme une Commune insurrectionnelle. Elle est anéantie par l'armée au bout de six semaines, le 28 mai 1871 (20 000 morts). Entre-temps, par le traité de paix du 10 mai 1871, à Francfort, Bismarck a imposé un lourd tribut à la France et annexé l'Alsace et la Lorraine du Nord.

Le 24 mai 1873, l'Assemblée nationale retire sa confiance au président de la République Adolphe Thiers. Elle rêve d'une restauration de la monarchie mais le 23 octobre 1873, en rejetant le drapeau tricolore, le comte de Chambord, prétendant au trône, ruine ses espoirs. Faute de mieux, le 20 novembre 1873, l'Assemblée confie la Présidence au maréchal de Mac-Mahon pour sept ans. Le 30 janvier 1875, l'amendement Wallon introduit subrepticement le mot *République* dans les lois constitutionnelles. La perspective d'une restauration monarchique s'éloigne...

Le président Mac-Mahon renvoie le 16 mai 1877 le président du Conseil, Jules Simon, et quelques jours plus tard, dissout la Chambre des députés qui a eu le front de protester. La nouvelle Chambre, à majorité républicaine, récuse le ministère choisi par le président. Celui-ci n'a pas d'autre choix que de s'incliner puis de démissionner le 30 janvier 1879. Après lui, aucun président de la III^e République n'osera plus dissoudre la Chambre des députés.

Le 29 mars 1880, le ministre de l'Instruction publique Jules Ferry expulse les religieux de l'enseignement. Devenu président du Conseil, il ouvre aux filles l'accès à l'enseignement secondaire public par la loi du 21 décembre 1880. Il établit par ailleurs la gratuité de l'enseignement primaire le 16 juin 1881 et le rend laïc et obligatoire le 29 mars 1882. Son ministre Waldeck-

Rousseau abolit la loi Le Chapelier (1791) et autorise les syndicats ouvriers le 21 mars 1884.

Dans le même temps, Jules Ferry, républicain de gauche, se fait le chantre de la « *mission civilisatrice* » de la France. Le 10 septembre 1880, Savorgnan de Brazza établit le protectorat de la France sur le Congo et le 12 mai 1881, c'est au bey de Tunis de signer un traité de protectorat dans son palais du Bardo. Le 25 août 1883, par le traité de Hué, la France étend son protectorat à l'ensemble du Viêt Nam. L'annonce du « *désastre de Lang-son* » (le repli d'une troupe française face à des irréguliers chinois) vaut à Jules Ferry d'être surnommé « *Ferry-Tonkin* » et, le 30 mars 1885, une immense manifestation devant le Palais-Bourbon (la Chambre des députés) l'écarte définitivement du pouvoir.

Le 1^{er} juin 1885, les Français communient autour de la dépouille de Victor Hugo. Le Panthéon est rouvert à cette occasion et devient le mausolée des gloires nationales. C'est la première fois qu'un poète reçoit de pareils hommages. L'Institut Pasteur, premier centre de recherche moderne, est inauguré le 14 novembre 1888 à l'initiative de Louis Pasteur, le savant le plus populaire qu'ait connu l'humanité. La tour Eiffel est inaugurée le 31 mars 1889 en avant-première de l'Exposition universelle qui commémore le centenaire de la Révolution française et témoigne du rayonnement de la République. Le 9 octobre 1890, Clément Ader s'élève au-dessus du sol à bord d'un engin qu'il désigne d'un mot appelé à faire date : *avion*.

La République triomphe malgré quelques déboires - Ministre de la Guerre, le général Georges Boulanger a été démis par le président Jules Grévy le 18 mai 1887 pour avoir failli céder à une provocation allemande. Sa popularité a pendant quelques mois donné des sueurs froides aux républicains. Autre scandale avec la mise en liquidation judiciaire le 4 février 1889 de la Compagnie du canal de Panamá. Elle a

**1883 :
soumission du
Viêt Nam**

**1884 :
légalisation des
syndicats**

**1885 :
démission de
Jules Ferry**

**1887 : départ
de Boulanger**

**1888 :
fondation de
l'Institut
Pasteur**

**1889 : scandale
de Panamá**

- entraîné la ruine de 85 000 souscripteurs, trompés par la collusion de journalistes, d'hommes politiques et d'affairistes. Ferdinand de Lesseps et Gustave Eiffel échappent de peu à une condamnation. Le député Georges Clemenceau est discrédité.
- 1894 : alliance franco-russe** Le 4 janvier 1894 débute l'alliance franco-russe en prévision (on ne sait jamais) d'une agression allemande. Le 1^{er} octobre 1895, les Français entrent à Tananarive, capitale de Madagascar. Le 18 septembre 1898, au cœur de l'Afrique, à Fachoda, le chef de bataillon Marchand défie une armée anglo-égyptienne conduite par le général Kitchener. Les opinions publiques s'excitent avant que Marchand recule. On l'a échappé belle !
- 1895 : conquête de Madagascar**
- 1898 : affaire Dreyfus** Le 5 janvier 1895, le capitaine Alfred Dreyfus, accusé de haute trahison, est dégradé dans la cour des Invalides. Il sera ensuite envoyé au bagne, en Guyane. Le 13 janvier 1898, l'écrivain Émile Zola publie dans *L'Aurore* sous le titre « *J'accuse* » une lettre ouverte au président de la République, qui met en évidence l'innocence de Dreyfus. L'Affaire va soulever les passions en France et dans le monde jusqu'à la réhabilitation du capitaine juif (1906).
- 1900 : Exposition universelle** Le 15 avril 1900, Paris quitte le XIX^e siècle avec la plus grande exposition universelle jamais organisée en France. Sont construits pour l'occasion le pont Alexandre III, le Grand Palais et le Petit Palais ainsi que les gares d'Orsay, des Invalides et de Lyon. Les frères Lumière présentent leurs films sur écran géant. Le 19 juillet est inauguré le métro et dans le bois de Vincennes se déroulent qui plus est les II^e jeux Olympiques de l'ère moderne !
- 1904 : entente cordiale** Le député Aristide Briand fait voter la loi de séparation des Églises et de l'État le 9 décembre 1905. Après plusieurs siècles conflictuels, un *modus vivendi* stable s'instaure non sans mal entre les religions et la République. Il va résister pendant un siècle. Le 8 avril 1904 est officialisée à Londres l'Entente cordiale entre le Royaume-Uni et la République française. Le
- 1905 : loi de séparation des Églises et de l'État**

31 mars 1905, par le « *coup de Tanger* », l'empereur d'Allemagne Guillaume II tente de s'imposer au Maroc. Il renouvelle sa tentative le 1^{er} juillet 1911 avec « *l'incident d'Agadir* ». La guerre est évitée grâce à un compromis du président du Conseil Joseph Caillaux. C'est la France qui finalement instaure son protectorat sur le Maroc le 30 mai 1912.

Le 16 mars 1914, Henriette Caillaux tue Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, par crainte que son passé sentimental soit étalé sur la place publique. Son mari, Joseph Caillaux, farouche partisan de la paix, perd toute chance d'accéder à la présidence du Conseil. Ce coup de revolver est le premier d'une série de trois qui entraîneront la France et l'Europe dans la plus grande tragédie de leur Histoire (le deuxième tuera l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo, le 28 juin, et le troisième aura raison de Jean Jaurès à Paris, au café du Croissant, le 31 juillet de la même année). Le 3 août 1914, l'Allemagne, déjà en guerre depuis deux jours avec la Russie, déclare la guerre à la France et à la Serbie.

1914 : trois coups de revolver pour une Grande Guerre

IX

Génération sacrifiée
(de 1914 à 1944)

Au terme d'un siècle de paix relative et de très grande expansion, l'Europe rayonne sur le monde entier comme aucun empire dans le passé. Avec 450 millions d'habitants, elle rassemble le quart de la population mondiale et constitue de très loin le continent le plus moderne et le plus riche. C'est alors qu'elle s'engage dans la « Grande Guerre » (1914-1918). La France va doublement en souffrir du fait qu'elle est déjà vieillissante et que l'essentiel des combats se déroulent sur son sol.

La suite s'inscrit dans la continuité de ce drame : une paix mal gérée et la montée d'idéologies totalitaires, en rupture absolue avec les traditions européennes. Avec au bout du chemin, en 1939, une relance de la guerre, cette fois à l'échelon mondial.

28 juin 1914 :
attentat de
Sarajevo

3 août 1914 :
l'Allemagne
déclare la
guerre à la
France

**6-11 septembre
1914 :** contre-
offensive de la
Marne

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand est tué à Sarajevo. C'est le début d'un enchaînement infernal. L'Autriche s'apprête à punir la Serbie. Mais la Russie apporte son soutien à cette dernière. La France, à son tour, apporte sa garantie à la Russie. Fin juillet, l'Autriche attaque la Serbie. La Russie mobilise. L'Allemagne, alliée de l'Autriche, lui déclare la guerre tandis que la France mobilise à son tour. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et envahit la Belgique dont la neutralité était garantie par Londres. Les Anglais déclarent à leur tour la guerre à l'Allemagne le 4 août. L'invasion est stoppée par la contre-offensive du général Joffre sur la Marne du 6 au 11 septembre 1914. Le front se stabilise dans la boue et les tranchées, de la mer du Nord aux

Vosges. Même chose sur le front russe. On assiste à une guerre totale d'un genre encore inconnu, avec des armes nouvelles : gaz de combat, chars d'assaut, mitrailleuses, barbelés, aviation. La France mobilise 4 millions d'hommes (10 % de sa population totale !).

En 1915, toutes les tentatives de rompre le front échouent au prix de pertes sanglantes ; en particulier le débarquement franco-britannique du 25 avril 1915 sur la presqu'île de Gallipoli, en Turquie. Le 21 février 1916, l'Allemagne déclenche une violente attaque autour de Verdun. Les Français encaissent le choc au prix d'une hécatombe. La bataille ne se termine que le 15 décembre 1916. Entre-temps, le 1^{er} juillet 1916, Anglais et Français ont déclenché une offensive parallèle sur la Somme, plus meurtrière encore que la bataille de Verdun. Les États-Unis entrent dans la guerre le 6 avril 1917 aux côtés de l'Entente franco-anglaise.

Le 16 avril 1917, le général Nivelle lance une désastreuse offensive au Chemin des Dames, dans l'Aisne. En octobre-novembre 1917, la Russie est victime d'un coup de force des bolcheviques et leur chef, Lénine, conclut immédiatement un armistice avec les Puissances centrales. Tandis que se fait sentir la lassitude, le 17 novembre 1917, Georges Clemenceau (76 ans) forme un gouvernement de choc pour intensifier l'effort de guerre. Le 21 mars 1918, les Allemands, en infériorité numérique, jouent leur va-tout. Ils arrivent à Château-Thierry et bombardent Paris avec des canons à longue portée ! Pour parer au péril, le 26 mars 1918, le commandement en chef des armées franco-anglaises est confié à un seul homme, le général Foch. En juillet, il passe à la contre-offensive avec les premières troupes américaines. Le front allemand s'effondre. Le 11 novembre 1918 est signé un armistice dans la forêt de Rethondes. La guerre aura fait 8 millions de morts dont 1,4 million de Français. On veut croire qu'elle sera la dernière, la « *der des der* » ! Les États européens entrent dans la paix avec d'énormes dettes contractées

25 avril 1915 :
débarquement
des
Dardanelles

**21 février-
15 décembre
1916 :** bataille
de Verdun

6 avril 1917 :
les États-Unis
entrent en
guerre

16 avril 1917 :
offensive du
Chemin des
Dames

**17 novembre
1917 :**
Clemenceau
président du
Conseil

26 mars 1918 :
conférence de
Doullens

**11 novembre
1918 :**
l'armistice,
enfin !

1919 : traité
de paix de
Versailles

1923 :
occupation
de la Ruhr

1928 : fin du
franc Germinal

1928 : accords
Briand-Kellogg

1931 :
inauguration
de l'Exposition
coloniale

pour l'essentiel auprès des États-Unis, grands vainqueurs de la guerre.

Le 28 juin 1919, dans la galerie des Glaces de Versailles, par un traité de paix entre l'Allemagne et les Alliés, la France récupère l'Alsace et la Lorraine du Nord. Des traités annexes sont conclus avec les autres vaincus. Le 16 novembre 1919, les élections amènent à la Chambre des députés une majorité de droite, le Bloc national, avec beaucoup d'anciens combattants (la Chambre est dite « *bleu horizon* », de la couleur de l'uniforme). Le 25 décembre 1920, à Tours, une scission au sein du parti socialiste (SFIO) donne naissance à un parti communiste inféodé à Moscou. Le 11 janvier 1923, 60 000 soldats français et belges occupent la Ruhr pour s'assurer du paiement des réparations de guerre mais cela n'a d'autre effet que faire plonger l'économie allemande. Le 11 mai 1924, les élections législatives se traduisent par la victoire du Cartel des gauches (sans les communistes). Le 23 juillet 1926, Raymond Poincaré accède à la présidence du Conseil. Le 25 juin 1928, il stabilise la monnaie en la dévaluant (c'est la mort du franc Germinal de 1803).

Le 27 août 1928, à l'initiative d'Aristide Briand, Frank Kellogg et Gustav Stresemann, respectivement en charge des affaires étrangères en France, aux États-Unis et en Allemagne, quinze nations renoncent solennellement à la guerre. Quand arrive 1929, l'horizon se dégage. La question des réparations est en voie de règlement, la réconciliation franco-allemande et l'union politique de l'Europe en marche !

Tout change en quelques mois... Une crise boursière à Wall Street (New York) en octobre 1929 dégénère en crise économique majeure. L'Allemagne, durement frappée, se donne à Hitler en 1933. La France, elle, se convainc de pouvoir échapper à la tourmente. Le 6 mai 1931, le maréchal Lyautey ouvre en grande pompe l'Exposition coloniale qui exalte le grand œuvre de la République. Mais dès 1932, le pays ressent à son tour la crise économique.

Le 6 février 1934, la République est ébranlée par des émeutes antiparlementaires, consécutives au suicide de Stavisky, un escroc qui avait trafiqué avec quelques politiciens de second rang. Face à la menace présumée d'une dictature d'extrême droite, le parti communiste conclut une alliance avec la SFIO (le parti socialiste) et le parti radical-socialiste. C'est le Front populaire. Pendant ce temps, la situation internationale se dégrade. La Sarre, lors du plébiscite du 13 janvier 1935, choisit l'Allemagne plutôt que la France. Le 16 mars 1935, en violation du traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire obligatoire. Le 11 avril 1935, à Stresa, sur le lac Majeur, le Français Laval, l'Italien Mussolini et le Britannique Mac-Donald s'engagent à ne plus tolérer aucune violation du traité. Dans la foulée, Pierre Laval signe le 2 mai 1935, à Moscou, un traité d'assistance mutuelle avec Staline. Mais quand l'Italie attaque l'Éthiopie en octobre 1935 et qu'elle est sanctionnée par la Société des Nations, le « *front de Stresa* » se rompt. Le 7 mars 1936, profitant de l'effervescence qui précède les élections françaises, Hitler remilitarise la Rhénanie.

Le Front populaire triomphe aux législatives du 3 mai 1936 et le socialiste Léon Blum accède à la présidence du Conseil. Il rattrape à marches forcées le retard de la III^e République dans le domaine social. Les 7 et 8 juin 1936, il signe avec les syndicats les accords de Matignon (l'hôtel de Matignon est la résidence de la présidence du Conseil), instaure la semaine de 40 heures et les congés payés, augmente les salaires et procède à des nationalisations (création de la SNCF...).

Quand Hitler et Mussolini apportent leur aide aux nationalistes espagnols, en guerre contre leur gouvernement, Léon Blum, pressé de secourir le gouvernement légitime espagnol, préfère s'abstenir. Après le rattachement de l'Autriche au Reich (*Anschluss*) en mars 1938, Hitler annonce son intention d'annexer les minorités germano-

1934 :
manifestation
des Ligues

1935 :
conférence de
Stresa

1936 : victoire
du Front
populaire ;
accords de
Matignon

**30 septembre
1938 :** accords
de Munich

1^{er} septembre 1939 : invasion de la Pologne

10 mai 1940 : invasion des Pays-Bas, de la Belgique et de la France

16 juin 1940 : Philippe Pétain président du Conseil

18 juin 1940 : Appel du général de Gaulle

22 juin 1940 : armistice franco-allemande

2 mars 1941 : serment de Koufra

16-17 juillet 1942 : rafle du Vél' d'Hiv

phones du pourtour de la Tchécoslovaquie. Une conférence réunie à Munich lui en donne acte le 30 septembre 1938. Les Européens, résignés, se préparent à une nouvelle guerre.

La Seconde Guerre mondiale débute avec l'invasion de la Pologne par la *Wehrmacht* le 1^{er} septembre 1939. L'Angleterre et la France se sentent obligées de déclarer la guerre à l'Allemagne deux jours après... mais se gardent bien de l'attaquer. Après huit mois d'une « *drôle de guerre* », Hitler, qui a réglé leur compte aux Polonais, reporte ses efforts à l'ouest. Le 10 mai 1940, ses armées envahissent les Pays-Bas, la Belgique et la France ! Le 16 juin 1940, le maréchal Philippe Pétain, héros de Verdun (84 ans), remplace Paul Reynaud à la présidence du Conseil.

Le 18 juin 1940, par un Appel à la radio de Londres, le général Charles de Gaulle se pose en légitime représentant de la France résistante. Quatre jours plus tard, le gouvernement de Pétain signe l'armistice. Pendant l'année qui va suivre, jusqu'à l'invasion de l'URSS par la *Wehrmacht*, l'Angleterre (et son Empire) luttera seule contre Hitler. Le 3 juillet 1940, la *Royal Navy* détruit la flotte française à Mers el-Kébir (Algérie). Une semaine plus tard, à Vichy, l'assemblée issue des élections de 1936 vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le 24 octobre 1940, celui-ci rencontre Hitler dans la petite gare de Montoire et engage la France dans la voie douteuse de la collaboration avec l'occupant.

Le 2 mars 1941, le colonel Leclerc enlève aux Italiens l'oasis de Koufra, au sud de la Libye. Avec ses hommes, il fait le serment de ne plus déposer les armes avant que le drapeau français ne flotte sur Strasbourg. Le 2 janvier 1942, Jean Moulin est parachuté en France pour organiser la résistance intérieure et la placer sous les ordres du général de Gaulle.

Les 16 et 17 juillet 1942 a lieu la rafle du *Vél' d'Hiv*. Policiers et gendarmes arrêtent 13 000 juifs, y compris 4 000 enfants que les nazis n'avaient pas formellement réclamés. Tous sont convoyés vers les camps d'extermination nazis.

Quelques dizaines en reviendront. Le 23 octobre 1942, à El-Alamein (Égypte), les Britanniques du général Montgomery repoussent l'*Afrikakorps* du maréchal Rommel. Après cette première défaite, rendue possible par la résistance d'une brigade française à Bir Hakeim (Libye), les Allemands ne cesseront plus de reculer jusqu'à la capitulation. Le 8 novembre 1942, les troupes anglaises et américaines débarquent en Afrique du Nord. Les Allemands répliquent le 11 novembre 1942 en franchissant la ligne de démarcation qui sépare depuis l'armistice la France occupée de la France dite « *libre* ». Le gouvernement de Vichy perd la fiction de son indépendance. Le 17 mai 1944, sur les pentes du mont Cassin, entre Naples et Rome, les Marocains du général Juin brisent la résistance allemande et permettent aux Alliés de poursuivre leur progression en Italie. C'est le principal fait d'armes de la France libre. Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent en Normandie. C'est « *le Jour le plus long* ».

Face à l'adversité, les troupes d'occupation accentuent la terreur. Le 9 juin 1944, les SS de la division *Das Reich* pendent 99 otages aux balcons de Tulle, en Corrèze. Le lendemain, des soldats de la même division assassinent 642 habitants d'Oradour-sur-Glane. Le 15 août 1944, les Alliés débarquent en Provence. C'est le troisième débarquement après ceux de Sicile et de Normandie. Aux côtés des Anglo-Saxons figure un corps d'armée constitué de 120 000 Français libres (y compris de nombreux soldats des colonies) sous le commandement du général de Lattre de Tassigny.

Le 25 août 1944, à 15 h 30, le général Leclerc reçoit à Paris la capitulation des troupes d'occupation de la capitale. Quand les canons se taisent enfin, le 8 mai 1945, l'Allemagne et une grande partie de l'Europe sont en ruine. Environ 50 à 60 millions de victimes manquent à l'appel dans le monde, dont une grande majorité de civils : résistants, déportés, victimes de la *Shoah* (génocide des Juifs) ou victimes des bombardements de cités.

23 octobre 1942 : victoire d'El-Alamein et Bir Hakeim

6 juin 1944 : débarquement de Normandie

10 juin 1944 : massacre d'Oradour

25 août 1944 : Paris libéré !

7-8 mai 1945 : capitulation de l'Allemagne

X

L'embellie et au-delà (de 1944 à 2005)

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les experts et les économistes ne donnent pas cher de l'avenir de l'Europe. Contre toute attente, celle-ci, la France au premier rang, est saisie d'une frénésie de vie. La fécondité se redresse jusqu'à atteindre au début des années 1960 une moyenne de près de 3 enfants par famille, soit deux fois plus qu'au cours de la génération précédente (et davantage que dans l'Algérie ou l'Iran des années 2000). Stables et motivées par le désir d'assurer de bonnes conditions de vie à leurs enfants, les nouvelles familles françaises se montrent dures à la tâche. La croissance économique atteint des records jamais égalés : + 4 à 6 % par an. La France rompt avec son passé colonial, modernise résolument ses structures industrielles et s'engage dans la construction européenne.

8 mai 1945 :
émeutes de
Sétif

Sans attendre la capitulation allemande, le général de Gaulle relève la République. Les principaux collaborateurs des nazis sont jugés et pour certains condamnés à mort tandis que, le 16 janvier 1945, sont nationalisées les usines Renault pour faits de collaboration. Le 29 avril 1945, les élections municipales donnent l'occasion aux Françaises de voter pour la première fois. Mais à Sétif et dans quelques autres villes d'Algérie, le 8 mai 1945, jour de la capitulation allemande, la troupe réprime violemment des manifestations spontanées de musulmans en faveur de l'autonomie. Le 21 octobre 1945 est élue une Assemblée constituante, dominée par le PCF (communistes), la SFIO (socialistes) et le MRP (chrétiens-démocrates). Elle soumet au pays un premier projet de Constitution qui est rejeté à une très forte majorité, le 5 mai 1946.

Une deuxième assemblée est élue le 2 juin et son projet constitutionnel approuvé par référendum le 13 octobre. Le 20 janvier 1946, de Gaulle, qui aurait souhaité un régime présidentiel plutôt que parlementaire, avait quitté le gouvernement. Le 16 janvier 1947, un collègue électoral élit le premier président de la IV^e République, Vincent Auriol (63 ans).

Le 19 décembre 1946, le Tonkin s'est soulevé à l'appel du parti communiste vietnamien de Hô Chi Minh, inaugurant les guerres de libération coloniales. Le 29 mars 1947, une insurrection éclate aussi à Madagascar. Mais, brouillonne, elle est réprimée avec brutalité sur-le-champ. Un « rideau de fer » ayant coupé l'Europe en deux, la France choisit résolument le camp occidental proaméricain en adhérant le 27 juillet 1949 à l'OTAN. Elle se réconcilie aussi avec l'Allemagne (de l'Ouest) en l'accueillant le 9 mai 1950, dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), une initiative de Jean Monnet et Robert Schuman.

Après la chute du camp retranché de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954, le président du Conseil Pierre Mendès France met un terme à la guerre d'Indochine. La conférence de Genève, ouverte le 26 avril 1954, conduit au retrait des Français et au partage du Viêt Nam. À leur tour, les indépendantistes algériens du FLN déclenchent le 1^{er} novembre 1954 leur guerre d'indépendance. C'est la « Toussaint rouge ». Le 20 août 1955, ils fomentent des émeutes sanglantes à Philippeville. Dans le même temps, Paris accorde une pleine indépendance au Maroc le 2 mars 1956 et à la Tunisie le 20 mars 1956.

Lorsque le président égyptien Nasser, solidaire des indépendantistes algériens, nationalise le canal de Suez le 26 juillet 1956, Français et Britanniques organisent le 5 novembre 1956 une opération aéroportée sur Port-Saïd sous le prétexte de protéger le canal. Ils devront se retirer presque aussitôt sous la pression conjuguée des Soviétiques et des Américains. En

**20 janvier
1946 :** de
Gaulle s'en va !

**13 octobre
1946 :**
naissance de la
IV^e République

1946 : guerre
d'Indochine

1950 : création
de la CECA

1954 :
conférence de
Genève

1955 : émeutes
de Philippeville

1956 :
indépendance
du Maroc et de
la Tunisie

1956 :
opération de
Suez

1957 :
« bataille
d'Alger »

1957 : traité de
Rome

1958 : de
Gaulle revient
au pouvoir ;
naissance de la
V^e République

1961 : putsch
d'Alger et
manifestation
du 17 octobre

Algérie, comme le FLN en vient à commettre des attentats aveugles au cœur d'Alger, le gouvernement de Guy Mollet donne pleins pouvoirs le 7 janvier 1957 au général Massu et à ses parachutistes pour y mettre fin. Très vite, journaux et intellectuels dénoncent le recours à la torture.

Le 25 mars 1957, six pays d'Europe occidentale dont la France signent le traité de Rome qui fonde la Communauté économique européenne à l'origine de l'actuelle Union européenne.

Les soubresauts de la question algérienne ont raison de la IV^e République. Le 13 mai 1958, les Algérois d'origine européenne en appellent au général de Gaulle pour maintenir la souveraineté de la France sur l'Algérie. Le 30 mai 1958, le président de la République René Coty demande au général de former un gouvernement. Le 28 septembre 1958, les Français votent par référendum pour une nouvelle Constitution. Les habitants des colonies africaines votent également sur leur devenir et ceux de Guinée ayant demandé leur indépendance à l'instigation de Sékou Touré, celle-ci leur est accordée sans délai le 2 octobre 1958. Le 21 décembre 1958, Charles de Gaulle est élu pour sept ans à la présidence de la République par un collège électoral qui réunit les parlementaires et d'autres élus. Le 28 décembre 1958, est créé un « nouveau franc », en accompagnement du plan de redressement économique conçu par Jacques Rueff avec l'aval du ministre des Finances Antoine Pinay. Le Cameroun accède pacifiquement à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960, puis vient le Togo. Enfin Madagascar le 26 juin 1960 et les autres colonies françaises d'Afrique noire le mois suivant.

Le 16 septembre 1961, dans une déclaration télévisée, le général de Gaulle évoque pour la première fois le principe de l'autodétermination des Algériens. Dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, d'anciens généraux français tentent de soulever les militaires stationnés en Algérie et les *Pieds-noirs*, dans un effort désespéré pour main-

tenir l'Algérie à l'intérieur de la République française. C'est le *putsch* d'Alger. Une manifestation organisée au cœur de Paris le soir du 17 octobre 1961 par le FLN, pour dénoncer des mesures policières, se solde par un bain de sang. Le 18 mars 1962 sont signés les accords d'Évian. Le lendemain, à midi, un cessez-le-feu met fin à huit ans de guerre en Algérie. Le 5 juillet 1962, deux jours après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, les Européens encore présents à Oran sont massacrés par la foule. On évalue le nombre de victimes à 3 000. Le 22 août 1962 survient l'attentat du Petit-Clamart, contre le général de Gaulle. Ce dernier met à profit l'émotion qui secoue le pays pour proposer l'élection du président de la République au suffrage universel direct et non plus indirect. C'est la dernière touche au régime présidentiel qu'il a toujours souhaité pour le pays.

Le 22 janvier 1963, le traité d'amitié franco-allemand de l'Élysée, à Paris, consacre le rapprochement des deux anciens ennemis. Il est signé par le général de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer. Le 19 décembre 1964, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon. Le 18 mars 1967, le pétrolier *Torrey Canyon* s'échoue dans la Manche. Cette première « marée noire » donne le coup d'envoi des mouvements écologiques mais il n'est pas encore question de réchauffement climatique.

Le 3 mai 1968, la police évacue par la force 500 étudiants qui occupent la Sorbonne. Des barricades font leur apparition sur le *boul'Mich* du Quartier latin, à Paris. Le 13 mai 1968, la France manifeste dans la rue contre de Gaulle, à l'occasion du dixième anniversaire de son retour au pouvoir. Les salariés se joignent aux étudiants. Le calme revient à la fin du mois. Le 28 avril 1969, au lendemain de l'échec d'un banal référendum, Charles de Gaulle démissionne. Il meurt l'année suivante, le 9 novembre 1970, à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne). Entre-temps, le 15 juin 1969, son

1962 : accords
d'Évian

1963 : traité
d'amitié
franco-
allemand

1968 :
événements
de Mai

1969 :
démission de
de Gaulle

**1973 : fin des
« Trente
Glorieuses »**

**1974 : mort de
Pompidou**

**1974 : élection
de Giscard
d'Estaing**

**1981 : élection
de François
Mitterrand**

ancien Premier ministre Georges Pompidou lui succède à la Présidence de la République. Le 2 avril 1974, la disparition du président Georges Pompidou, à 63 ans, coïncide en France avec la fin des « Trente Glorieuses ». Le monde occidental connaît une chute spectaculaire de l'indice de fécondité et, simultanément, un brutal ralentissement de la croissance économique, aggravé par le choc pétrolier consécutif à la guerre du Kippour (octobre 1973).

Le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing (48 ans) devient le troisième président de la V^e République. Il engage dans la foulée un train de réformes : majorité à 18 ans, légalisation de l'avortement, fin du monopole public de l'audiovisuel, saisine du Conseil constitutionnel, collège unique, élection du maire de Paris, divorce par consentement mutuel, premières tentatives de maîtrise de l'immigration, etc. Le 22 août 1975, pour la première fois depuis cent cinquante ans, en Corse, on tire sur les forces de l'ordre. Le 31 janvier 1977 est inauguré le centre Georges-Pompidou. L'Europe fait encore rêver : le 10 juin 1979, le Parlement européen est pour la première fois élu au suffrage universel et Simone Veil en devient la présidente ; le 24 décembre 1979, le premier vol de la fusée Ariane, à Kourou, démontre la capacité des Européens à concurrencer Américains et Soviétiques dans la course à l'espace. Le 3 octobre 1980, les conflits du Moyen-Orient s'immiscent dans la politique française avec l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic (Paris).

Le 10 mai 1981, François Mitterrand, candidat de l'Union de la gauche, est élu président de la République française. Le 18 septembre 1981, à Paris, l'Assemblée nationale abolit la peine de mort. Cette initiative met la France au diapason des autres pays d'Europe occidentale. Le 22 septembre 1981 est inauguré le TGV Paris-Sud-Est. Le cœur de Lyon est à deux heures de Paris. Le 20 mars 1986, après la victoire de la droite aux élections législatives, son leader Jacques Chirac devient Premier ministre. Il inaugure le premier

gouvernement de « *cohabitation* » de la V^e République. Le 8 mai 1988, François Mitterrand est réélu à la Présidence de la République. Il met fin à la cohabitation et appelle Michel Rocard à former un nouveau gouvernement. Le 17 janvier 1991, la France participe au sein d'une coalition internationale à la guerre du Golfe contre l'Irak de Saddam Hussein. Le 7 février 1992, les douze ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne signent un « *traité d'union économique, monétaire et politique* » à Maastricht, aux Pays-Bas. Les Français l'approuvent de justesse par référendum le 20 septembre 1992. Le 1^{er} janvier 1993 entre en vigueur le Marché unique européen entre les douze pays de la Communauté. Cette année-là, la France connaît sa première récession économique depuis la Libération. Le 28 mars 1993, la défaite de la gauche aux élections législatives amène Édouard Balladur à la tête du gouvernement, pour une deuxième cohabitation. Le 6 mai 1994, la reine Élisabeth II et le président Mitterrand inaugurent le tunnel sous la Manche. L'Angleterre n'est plus tout à fait une île.

Le 7 mai 1995, Jacques Chirac est élu président de la République pour le dernier septennat avant l'entrée en vigueur du quinquennat. Le 28 mai 1996, il annonce la fin du service militaire obligatoire, vieux de deux siècles. Une dissolution intempestive de l'Assemblée et la défaite de la droite aux élections législatives du 1^{er} juin 1997 débouchent sur une troisième cohabitation, avec le leader socialiste Lionel Jospin à la tête du gouvernement. Le traité européen de Nice du 26 février 2001, réputé bancal, et les spectaculaires attentats du 11 septembre 2001 sur New York et Washington engagent l'Europe et le monde dans des voies de traverse pleines d'incertitudes. Jacques Chirac est réélu le 21 avril 2002, face au candidat de l'extrême droite. Il trébuche sur le très net refus du projet de Constitution européenne par le référendum du 29 mai 2005. La suite est encore trop brûlante dans nos mémoires pour être gravée dans un livre d'Histoire.

**1991 : guerre
du Golfe**

**1992 : traité de
Maastricht**

**1995 : élection
de Jacques
Chirac**